



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



---

**Intitulé de poste :** Stage chargé-e de mission insertion professionnelle des personnes placées sous main de Justice

**Affectation :** Ministère de la Justice - Agence du TIG et de l'insertion professionnelle des PPSMJ

**Localisation :** Site Millénaire -Bâtiment 2-35 rue de la gare 75019

**Durée d'affectation souhaitable sur le poste :** 6 mois à compter du 2 janvier 2023

---

## **I - Missions et organisation du service**

L'Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice est un service à compétence nationale placé sous l'autorité du ministre de la Justice. Elle a pour mission de développer le travail d'intérêt général (TIG) ainsi que la formation professionnelle, le travail et l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice (PPSMJ), dans les établissements pénitentiaires et pour les personnes suivies en milieu ouvert.

À cet effet, l'ATIGIP est chargée :

- D'assurer la promotion du travail d'intérêt général et de l'emploi pénitentiaire pour les majeurs et les mineurs, d'établir des statistiques et d'évaluer la mise œuvre de ces dispositifs ;
- De rechercher des structures susceptibles d'accueillir des postes de travail d'intérêt général ; de rechercher des partenaires pour développer la formation professionnelle, le travail et l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice ;
- De coordonner avec les ministères concernés, la mise en œuvre opérationnelle des offres d'activité de travail et de formation par les structures partenaires et d'y associer les collectivités territoriales ;
- De proposer au ministre de la Justice les évolutions législatives et réglementaires pour faciliter la mise en œuvre opérationnelle des offres d'activité par les structures partenaires ;
- D'administrer une plate-forme numérique au soutien de ses missions, permettant notamment de recenser et de localiser les offres d'activité ;

## **II - Description du poste**

Le stagiaire, positionné au sein du service des politiques et de l'accompagnement vers l'emploi des personnes placées sous-main de justice, participera à la mise en œuvre de la politique d'orientation et de formation professionnelle des personnes confiés au ministère de la Justice.

Le stagiaire sera amené à travailler sur des dossiers, en lien avec les services de la direction de l'administration pénitentiaire, des partenaires associatifs et institutionnels.

Les missions du stagiaire seront les suivantes :

- Participation à la création d'un outil de diagnostic socio-professionnel pour les personnes détenues, en lien avec un laboratoire de recherche spécialisé ;

- Réalisation de tableaux et de rapports chiffrés sur le travail et la formation professionnelle ;
- Rédaction de compte-rendu, synthèses, fiches ou notes sur les sujets du service ;
- Participation à l'organisation d'événements nationaux sur l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice ;
- Recherches juridiques sur l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice ;
- Participation à l'organisation d'une formation continue sur l'insertion professionnelle à destination d'acteurs intervenant en établissement pénitentiaire.

Le stagiaire pourra être amené à se déplacer dans les services déconcentrés et notamment en établissement pénitentiaire.

### **III - Compétences requises**

- Qualités rédactionnelles et capacités de synthèse
- Capacité à travailler en équipe
- Capacité à s'exprimer à l'oral
- Autonomie
- Maîtrise des logiciels et applications bureautiques usuelles

Profil IEP, sciences politiques, sciences sociales ou droit recherché.

#### **Les candidatures doivent être envoyées à :**

Elise FRADET, référente parcours professionnels spécifiques

[elise.fradet@justice.gouv.fr](mailto:elise.fradet@justice.gouv.fr)

01 70 22 85 73

Chloé CAHUZAC, référente orientation, formation professionnelle et insertion par l'activité économique

[chloé.cahuzac@justice.gouv.fr](mailto:chloé.cahuzac@justice.gouv.fr)

01 70 22 20 07